

Michel Fayad : 2025, l'année-charnière du Moyen-Orient

lediplomate.media/le-grand-entretien-avec-michel-fayad-2025-lannee-charniere-du-moyen-orient/

15 décembre 2025



Réalisation Le Lab Le Diplo

Michel Fayad est analyste géopolitique, spécialiste reconnu du Moyen-Orient, auteur de nombreuses analyses sur les dynamiques de puissance régionales, les fractures internes du monde arabe et les rivalités qui opposent l'Iran, Israël, la Turquie et les puissances occidentales. Il décrypte régulièrement dans divers médias, avec une approche réaliste et systémique, les lignes de force qui structurent une région en mutation permanente. À l'occasion de la fin de l'année 2025, marquée par des conflits ouverts, des repositionnements stratégiques et l'affirmation de nouveaux acteurs, nous l'interrogeons sur les tendances majeures à retenir.

Propos recueillis par Roland Lombardi

Le Diplomate : 2025 a été marquée par une reconfiguration profonde du Moyen-Orient au prisme du conflit entre Israël et le Hamas. Quel bilan d'ensemble tirez-vous de cette année, tant sur le plan militaire que politique, et quelles dynamiques nouvelles estimez-vous décisives pour 2026 ?

Michel Fayad : L'année 2025 s'est ouverte sur la chute de Bachar el-Assad fin 2024, se prolonge avec la guerre dans la Bande de Gaza, puis culmine avec la « guerre des douze jours » entre Israël et l'Iran en juin, avant deux cessez-le-feu imposés par Washington.

Sur le plan militaire, Israël a démantelé l'essentiel des infrastructures du Hamas dans la Bande de Gaza, sans pour autant éradiquer son ancrage idéologique et le démilitariser. Les proxies iraniens ont encaissé des pertes historiques : le Hezbollah a été amputé de plus de la moitié de ses capacités, les Houthis frappés de manière chirurgicale en mer Rouge, et le Hamas contraint d'accepter la trêve d'octobre après une guerre prolongée. L'opération Midnight Hammer contre les installations nucléaires iraniennes a considérablement réduit la menace balistique et marqué un tournant stratégique.

Politiquement, le résultat est paradoxal. La question palestinienne s'est replacée en haut de l'agenda international. L'illusion d'une normalisation régionale aisée s'est effondrée, révélant les fractures persistantes et la nécessité d'une approche plus nuancée face aux acteurs non étatiques et aux influences extérieures.

Pour 2026, plusieurs dynamiques nouvelles s'annoncent décisives. D'abord, le refus probable de désarmement du Hamas risque de raviver les hostilités à Gaza, prolongeant l'instabilité. De même, au Liban, le Hezbollah, malgré ses pertes, ne semble pas prêt à renoncer à ses armes, ce qui pourrait mener à une reprise des tensions frontalières. Avec l'Iran, la République islamique persiste dans son programme nucléaire, ses missiles balistiques et son soutien aux proxies, posant un risque de confrontation accrue malgré les frappes de 2025. Enfin, la Syrie et l'Irak représentent les vraies incertitudes : en Syrie, les rivalités entre les groupes djihadistes et leur hostilité marquée envers les communautés chrétiennes, druzes, alaouites et kurdes et envers le Liban, tandis que l'Irak pourrait voir une résurgence des milices pro-iraniennes mais aussi des baathistes et de Daesh. Ces éléments pourraient redessiner les alliances régionales, avec un rôle accru des puissances extérieures comme les États-Unis, la Russie et la Turquie, et une possible escalade si les cessez-le-feu ne se consolident pas en accords durables.

À lire aussi : <https://lediplomate.media/agriculture-ue-contre-agriculteurs-geopolitique-desintegration-programmee-modele-agricole-francais/>

La « nouvelle Syrie » d'Al Joulani continue de s'affirmer comme un acteur politico-militaire-islamiste hybride. Comment analysez-vous cette consolidation et quelles en sont les implications pour la Turquie et les puissances arabes ?

La transformation conduite par Joulani est, paradoxalement, l'évolution la plus sous-estimée du Levant en 2025 alors même qu'elle repose sur une stratégie de légitimation fondée sur l'opacité, la manipulation et l'usage de la violence. Il ne s'agit pas d'une modernisation, mais d'une reconversion tactique : Joulani a recyclé une organisation salafiste-jihadiste en entité politico-militaire hybride, territorialisée et disciplinée, pour assurer sa survie personnelle. L'administration « fonctionnelle » et l'appareil sécuritaire « efficace » servent d'abord à consolider un pouvoir autoritaire et à neutraliser toute opposition interne, tandis que la prétendue stratégie d'acceptabilité régionale relève d'un marketing politique visant à masquer la continuité idéologique. La désidéologisation n'est qu'apparente : l'idéologie n'est

pas abandonnée, elle est dissimulée, encapsulée dans un projet de domination qui instrumentalise le territoire et les populations. Les annonces d'investissements massifs de l'Arabie saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis – 14 milliards en septembre, 25 milliards en octobre – participent de cette mise en scène et masquent une réalité économique catastrophique. Même la levée partielle des sanctions reste symbolique : le Caesar Act n'a été abrogé que le 10 décembre 2025, pour une application au 1er janvier 2026, après une extension de six mois en novembre, sans effet immédiat sur l'effondrement économique.

Ses violences contre les minorités persistent car elles constituent l'un des instruments du mode de gouvernance. Les massacres d'Alaouites en mars, avec au moins 1 800 morts, les attaques contre les Druzes en juillet, un attentat très important dans une église, les tensions avec les Kurdes et l'instabilité persistante dans le sud et l'est, où l'État islamique reste actif, montrent que le régime de Joulani opte pour une gestion conflictuelle et confessionnelle du territoire afin de conserver l'initiative.

Politiquement, la « République islamique » qu'il met en place n'est qu'une façade institutionnelle pour une concentration extrême du pouvoir au palais présidentiel. Les ministres issus des minorités, strictement encadrés par des « cheikhs » religieux, servent à produire une illusion d'inclusivité. L'absence de justice transitionnelle et la multiplication de procès factices, comme celui du massacre de la côte alaouite, soulignent la nature arbitraire du régime. L'économie, quant à elle, reste en ruines : PIB divisé par trois, villes dévastées, corruption généralisée, absence de plan de reconstruction et exclusion récente du système Swift.

Pour la Turquie, ce proto-État est moins un succès stratégique qu'un pari risqué. Ankara, principal artisan de l'ascension de Joulani, se retrouve face à un acteur devenu suffisamment autonome pour poursuivre sa propre logique de puissance, y compris contre les intérêts turcs. Le tampon contre les forces kurdes et le levier de négociation avec Washington et Moscou ne compensent pas l'émergence d'un dirigeant pragmatique mais incontrôlable, engagé dans des rivalités croissantes avec l'Arabie saoudite pour le contrôle du champ sécuritaire. La lecture d'Erdoğan comme une revanche sur Sykes-Picot s'appuie sur une réalité fragile : l'accord de mars 2025 sur l'intégration des forces kurdes demeure précaire, susceptible de dérailler à tout moment.

Pour les puissances arabes, la « nouvelle Syrie » relève davantage de l'expérience périlleuse que du laboratoire stratégique. L'ensemble peut servir à contenir l'influence iranienne, mais il peut tout aussi bien devenir un modèle islamiste exportable, source de déstabilisation interne pour les régimes du Golfe. Le duopole Turquie-Qatar domine, tandis que Riyad exige une influence accrue, ce qui accentue les tensions régionales. L'absence de traité de paix avec Israël – qui impose des conditions très dures comme l'abandon du Golan et la démilitarisation du sud – limite les flux financiers du Golfe, sous pression américaine. En réalité, la Syrie glisse vers une fragmentation durable en entités hybrides, où

l'autoritarisme islamiste de Joulani pourrait s'installer pendant des décennies. Le dilemme pour Joulani devient structurel : gérer les restes du jihadisme, la tutelle turque et les pressions internationales, tout en évitant une escalade qui révélerait l'extrême fragilité de son édifice politique.

À lire aussi : <https://lediplomate.media/decryptage-afghanistan-comment-usa-brule-mille-milliards-sans-changer-lhistoire/>

L'Iran, fragilisé économiquement et surtout stratégiquement par sa guerre avec l'État hébreu et les coups dévastateurs portés à ses proxies (Hezbollah, Hamas, Houthis), semble vouloir continuer à jouer une stratégie d'usure contre les États-Unis et Israël. Où en est réellement la capacité d'influence de Téhéran en cette fin 2025 ?

L'Iran traverse son affaiblissement stratégique le plus sérieux depuis la guerre Iran-Irak. Sa profondeur opérationnelle a été touchée sur toute la largeur du Croissant chiite : le Hezbollah a été fortement dégradé, le Hamas brisé militairement, les Houthis isolés, et les milices irakiennes fragmentées. Les frappes américaines ont endommagé les infrastructures nucléaires, tandis que l'économie reste étranglée par les sanctions, les tensions internes exacerbées par la pollution massive, la sécheresse sévère et l'absence de réformes structurelles comme l'ajustement prudent des prix du carburant pour éviter de nouvelles révoltes. Malgré ces revers, Téhéran tente de reconstituer ses réseaux en réarmant discrètement ses proxies au Yémen, au Liban et en Syrie, tout en canalisant des fonds via des circuits opaques comme des échanges aux Émirats arabes unis, et en explorant de nouveaux hubs comme le Venezuela pour étendre son influence.

Pourtant, Téhéran conserve sa capacité de perturbation. Même affaibli, l'Iran peut encore imposer des coûts à ses adversaires via les milices irakiennes, des opérations cyber par des groupes affiliés, et sa progression vers le seuil nucléaire, utilisée comme instrument de dissuasion malgré les dilemmes posés par les sanctions et les exigences américaines de zéro enrichissement, de fin du soutien aux proxies et de limitations sur les missiles. Il ne domine plus par la profondeur de ses proxies, mais par une influence réactive, moins expansive mais plus profonde, avec les Houthis comme partenaire le plus actif restant dans l'axe de résistance. Sa capacité globale représente 30 à 40 % de son potentiel de 2023, suffisante pour peser sur le rapport de force régional tout en maintenant un niveau d'alerte militaire élevé face à la menace d'attaques israéliennes supplémentaires. En 2026, sa marge dépendra de sa capacité à capitaliser sur ses partenariats avec la Russie et la Chine, sans disposer des moyens de rétablir rapidement ses réseaux de proxies, et en naviguant entre dénis de médiation via des tiers comme l'Arabie saoudite et la nécessité d'adaptations internes pour éviter l'isolement croissant.

Le Liban reste dans une situation de quasi-implosion, tandis que le Hezbollah bien que grandement affaibli, sous pression de l'État libanais et sommé de déposer les armes s'inscrit toujours plus dans une logique de confrontation. Voyez-vous encore

un espace pour une stabilisation politique du pays ou la dynamique centrifuge est-elle désormais irréversible ?

À lire aussi : <https://lediplomate.media/histoire-militaire-rommel-afrique-origines-enjeux-strategiques-guerre-oubliee/>

Le Liban évolue dans un état de fragmentation stabilisée. L'État existe, mais ne gouverne plus, avec une crise économique enracinée marquée par un effondrement du secteur bancaire, une économie de cash incontrôlée favorisant la corruption et l'évasion fiscale, et une dépendance accrue aux aides internationales pour éviter un effondrement total. La pression internationale pour le désarmement du Hezbollah atteint un niveau inédit, notamment sous impulsion américaine et avec un soutien britannique pour renforcer l'armée libanaise afin de déployer pleinement la résolution 1701 et assurer la démilitarisation au sud du Litani. Le Hezbollah traverse une crise existentielle : sa capacité militaire demeure malgré les pertes massives en infrastructures et en cadres, mais son immunité politique s'est effondrée, et la base chiite questionne pour la première fois son utilité stratégique face aux destructions économiques et aux accusations de prioriser des agendas iraniens sur les besoins nationaux.

Un espace de stabilisation existe, mais il est étroit et repose sur un compromis régional et international impliquant Washington, Riyad et Téhéran, avec garanties de sécurité, un plan de reconstruction massif incluant la restructuration bancaire transparente, la lutte contre la contrebande frontalière, et la démarcation complète des frontières avec la Syrie, Israël et Chypre pour éliminer les prétextes à l'instabilité. Sans ce cadre, et face aux avertissements contre toute ingérence extérieure comme une potentielle extension syrienne, la fragmentation communautaire – exacerbée par les tensions sectaires et l'exode des minorités – deviendra probablement irréversible en 2026, menant à un format de "plusieurs vitesses" où les milices et les influences étrangères dominent durablement.

Et quid du Hamas depuis la trêve d'octobre et de son avenir ?

Le Hamas est militairement brisé mais politiquement renforcé. La trêve d'octobre à Charm el-Cheikh, négociée par Donald Trump, a entériné cette contradiction : libération rapide des otages, retrait israélien partiel, échanges de prisonniers, mais survie idéologique de l'organisation qui retrouve un écho massif dans l'opinion arabe et internationale, malgré les accusations croissantes de crimes contre l'humanité portées par des organisations comme Amnesty International pour ses actions initiales. Malgré le cessez-le-feu, les tensions persistent avec des allégations de sabotage d'aide humanitaire par le Hamas, comme la dissimulation de stocks de lait pour bébés pour discréditer Israël, exacerbant la famine et la malnutrition chez les enfants, et des conditions catastrophiques sous les pluies torrentielles qui inondent les camps de réfugiés.

Son avenir se structure sur trois axes. Il conservera un rôle civil indirect à Gaza via les structures administratives sous supervision internationale, égyptienne, qatarie et américaine, mais face à la pression pour un désarmement total imposé par Israël – de gré ou de force, comme l'affirme le Premier ministre Netanyahu. Il se repositionnera en Cisjordanie et dans la diaspora, potentiellement en étendant ses réseaux au-delà du Moyen-Orient. Enfin, il pourra recourir à l'insurrection souterraine s'il est exclu des arrangements politiques. Sans architecture politique solide pour le « jour d'après », incluant un flux ininterrompu d'aide pour contrer la faim et les maladies traitables, Gaza risque une partition de facto et une instabilité chronique. Avec des investissements arabes et américains cohérents, et une application stricte du désarmement, le Hamas pourrait être progressivement marginalisé.

Le Hamas demeure une organisation islamiste radicale dont la survie politique repose sur la manipulation de l'opinion et l'exploitation cynique des populations civiles, au détriment des perspectives de paix israélo-palestinienne.

À lire aussi : <https://lediplomate.media/analyse-rdc-lafc-m23-accelere-offensive-sud-kivu-accord-washington/>

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale 2025 de l'administration Trump redéfinit profondément le rôle américain notamment au Moyen-Orient. Comment cette approche plus transactionnelle, centrée sur l'intérêt national, reconfigure-t-elle les équilibres régionaux et les alliances traditionnelles ?

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale 2025 marque une rupture. Les États-Unis ne quittent pas le Moyen-Orient, mais redéfinissent leur rôle : ils ne garantissent plus la sécurité de partenaires qui n'apportent pas de valeur stratégique mesurable. Les alliances deviennent conditionnelles, indexées sur les contributions financières et sécuritaires. Washington privilégie désormais les « deals » économiques, les partenariats flexibles et une logique de coût minimal.

Cette approche accélère l'autonomie arabe, avec Riyad et Abou Dhabi assumant davantage la gestion de crises et l'investissement dans des coalitions ad hoc. Israël doit naviguer avec une protection américaine moins automatique tout en affrontant un environnement hostile. La Turquie et l'Iran exploitent les interstices du retrait américain pour projeter leur influence. L'environnement régional devient plus volatil, mais responsabilise davantage les acteurs locaux.

Dans ce contexte, comment évaluez-vous la posture israélienne et sa capacité à gérer simultanément la question gazaouie, la pression du Hezbollah mais aussi américaine, les tensions avec l'Iran et la transformation de l'environnement stratégique américain ?

Israël est à son plus haut niveau de puissance militaire, mais à son plus bas niveau de marge politique. Il doit gérer simultanément l'impasse du « jour d'après » à Gaza, la dissuasion instable avec le Hezbollah, l'escalade calibrée contre l'Iran, la pression américaine et la gouvernance post-conflit. L'État hébreu se trouve dans une surcharge stratégique et une solitude relative. Sa supériorité militaire n'est pas remise en cause, mais sa capacité à transformer ses victoires tactiques en gains politiques durables est fragilisée. En 2026, sa résilience dépendra de l'endurance de la société israélienne et de la coordination avec Washington et ses partenaires arabes.

Rapidement, quel bilan aussi pour l'Arabie saoudite, pour les E.A.U, l'Égypte et le Qatar dans leur politique régionale pour 2025 ?

L'Arabie saoudite consolide son rôle de régulateur régional, combinant médiation, investissement massif, notamment en Syrie, et prudence stratégique dans la normalisation avec Israël, tout en sécurisant Vision 2030. Les Émirats maintiennent leur diplomatie de puissance projetée, arrimée à l'axe abrahamique et à une projection économique globale.

L'Égypte, fragilisée économiquement, reste centrale pour le dossier palestinien, notamment à Rafah et au Sinaï, mais dispose d'une marge réduite. Le Qatar s'impose comme médiateur incontournable entre Israël, le Hamas et Washington, capitalisant sur sa capacité unique à dialoguer avec tous les acteurs. La constante est la montée d'une diplomatie arabe pragmatique, transactionnelle et centrée sur l'intérêt national.

Enfin, au terme de cette année très dense, quelles tendances lourdes — politiques, militaires, idéologiques — vous semblent devoir structurer le Moyen-Orient de demain et quelles sont, selon vous, le bilan de la politique de Trump dans la région et les zones de rupture potentielles à surveiller de près en 2026 ?

Trois tendances structurent l'avenir régional. La première est la fin du modèle des puissances tutélaires : chaque État doit désormais assumer sa propre sécurité. La seconde est l'hybridation accélérée des acteurs, qu'ils soient étatiques, miliciens ou politico-religieux. La troisième est la montée des guerres asymétriques par drones et missiles en zone urbaine, ainsi que le retour des narratifs nationalistes dans des sociétés désabusées.

À lire aussi : <https://lediplomate.media/decryptage-usa-pouvoir-transforme-presse-ennemi-interieur/>

#moyenorient, #geopolitique, #michelfayad, #israelhamas, #iranisrael, #guerregaza, #hezbollah, #hamas, #iran, #syrie2025, #liban, #strategieamericaine, #trump2025, #politiqueetrangere, #securiteregionale, #proxiesiraniens, #guerreasymetrique, #accordsregionaux, #axeieresistance, #turquie, #arabiesaoudite, #emiratsarabesunis,

#qatar, #egypte, #israel, #etatsunis, #rivalitesregionales, #conflits2025, #analysestrategique, #diplomatie, #ordreinternational, #multipolarite, #levantencrise, #geopolitique militaire, #securitystudies, #realpolitik, #politiqueinternationale, #thinktank, #lediplomate



Roland Lombardi

Roland Lombardi est docteur en Histoire, géopolitologue, spécialiste du Moyen-Orient et des questions de sécurité et de défense. Fondateur et directeur de la publication du Diplomate.

Il est chargé de cours au DEMO – Département des Études du Moyen-Orient – d'Aix Marseille Université et enseigne la géopolitique à Excelia Business School de La Rochelle.

Il est régulièrement sollicité par les médias du monde arabe. Il est également chroniqueur international pour [Al Ain](#). Il est l'auteur de nombreux articles académiques de référence notamment : « *Israël et la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient : quelles nouvelles menaces et quelles perspectives ?* » in Enjeux géostratégiques au Moyen-Orient, Études Internationales, HEI – Université de Laval (Canada), VOLUME XLVII, Nos 2-3, Avril 2017, « *Crise du Qatar : et si les véritables raisons étaient ailleurs ?* », Les Cahiers de l'Orient, vol. 128, no. 4, 2017, « *L'Égypte de Sissi : recul ou reconquête régionale ?* » (p.158), in La Méditerranée stratégique – Laboratoire de la mondialisation, Revue de la Défense Nationale, Été 2019, n°822 sous la direction de Pascal Ausseur et Pierre Razoux, « *Ambitions égyptiennes et israéliennes en Méditerranée orientale* », Revue Conflits, N° 31, janvier-février 2021 et « *Les errances de la politique de la France en Libye* », Confluences Méditerranée, vol. 118, no. 3, 2021, pp. 89-104. Il est l'auteur d'*Israël au secours de l'Algérie française, l'État hébreu et la guerre d'Algérie : 1954-1962* (Éditions Prolégomènes, 2009, réédité en 2015, 146 p.). Co-auteur de *La guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regards*. Sous la direction d'Aïssa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quemeneur, aux éditions Karthala, Février 2015, *Gaz naturel, la nouvelle donne*, Frédéric Encel (dir.), Paris, PUF, Février 2016, *Grands reporters, au cœur des conflits*, avec Emmanuel Razavi, Bold, 2021 et *La géopolitique au défi de l'islamisme*, Éric Denécé et Alexandre Del Valle (dir.), Ellipses, Février 2022. Il a dirigé, pour la revue Orient Stratégiques, l'ouvrage collectif : *Le Golfe persique, Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente*, aux éditions L'Harmattan, janvier 2020.

Ses derniers ouvrages : *Les Trente Honteuses, la fin de l'influence française dans le monde arabo-musulman* (VA Éditions, Janvier 2020) – Préface d'Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement et de sécurité de la DGSE, *Poutine d'Arabie* (VA Éditions, 2020), *Sommes-nous arrivés à la fin de l'histoire ?* (VA Éditions, 2021), *Abdel Fattah al-Sissi, le Bonaparte égyptien ?* (VA Éditions, 2023).



Inscrivez-vous pour recevoir chaque semaine toutes les actualités.

Ce champ est nécessaire.

Nous ne spammons pas ! Consultez nos [CGU](#) pour plus d'informations.